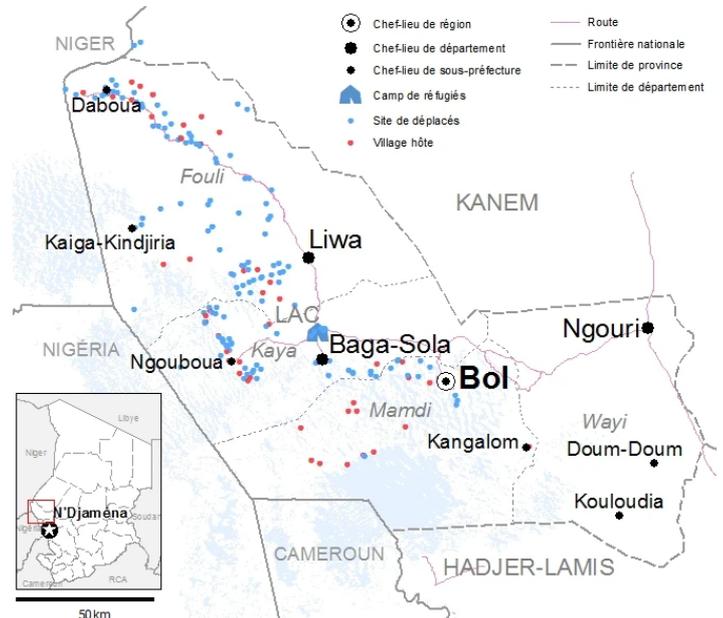


FAITS SAILLANTS (23 juin 2021)

- Le coup de force opéré par le Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT) en avril a eu un impact réel sur les activités humanitaires au Lac et dans le reste du pays
- Le redéploiement des Forces de défense et de sécurité (FDS) du Lac vers le Kanem a eu pour conséquence directe une augmentation des attaques attribuées aux GANE au Lac
- L'accès humanitaire est impacté devant la menace d'attaques de sites de déplacés et d'enlèvements sur l'axe Bol-Baga Sola
- Les activités de suivi des cas de protection ont continué à travers les mécanismes à base communautaire (relais) ou association locale
- En vue de soutenir le plaidoyer et la mobilisation des ressources pour le Lac, l'EHP a demandé l'élaboration d'un plan opérationnel spécifique pour cette province



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Carte de la province du Lac. Source : OCHA

CHIFFRES CLÉS

5,5M

People in need

4M

People targeted

481K

Refugees

401K

IDPs

109K

Returnees

361K

Host communities

FINANCEMENT (2021)

\$617.5M

Requis

\$54.9M

Reçu



9%

Progrès

FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/1028/summary>

CONTACTS

Federica Gabellini

Chargée de l'Information Publique
gabellini@un.org

Augustin Zusanné

Analyste à l'Information Publique
zusanne@un.org

Sarah Sakatni

Chargée du Reporting et du Plaidoyer
sarah.sakatni@un.org

CONTEXTE (23 juin 2021)

Aperçu de la situation

Situation sécuritaire / accès

Le mois d'avril a été marqué par la campagne électorale, la tenue de l'élection présidentielle le 11 avril 2021 et l'avancée de la colonne du groupe armé rebelle Front pour l'Alliance et la Concorde au Tchad (FACT) dans le territoire national. La campagne électorale s'est déroulée dans un contexte politique et sécuritaire particulier où les principaux opposants se sont retirés de la course, dénonçant des répressions contre l'opposition. Le jour des élections, le FACT a mené des opérations dans la partie nord du pays, face aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS) tchadiennes, avançant jusqu'à Nokou, dans le nord du Kanem, à la mi-avril.

Après la proclamation des résultats et l'annonce du décès du Maréchal du Tchad le 20 avril, la partie ouest du nord Kanem, province frontalière avec le Lac, est restée théâtre d'affrontements entre les belligérants. Pour y faire face, les FDS installées au Lac ont été redéployées vers les théâtres d'opérations. Ceci a créé un vide sécuritaire dans certaines zones de la province et a nourri l'envie du groupe armé non-étatique (GANE) actif dans la province du Lac de commettre des exactions dans les zones proches des îles. C'est pendant cette période, le 28 avril, qu'une attaque dans la caserne de Litri a eu lieu, pendant laquelle, selon les sources militaires, environ 15 FDS, cinq civils et une cinquantaine de combattants du GANE ont trouvé la mort.

A l'approche de la date marquant la fin du mois de ramadan, les GANE ont lancé plusieurs alertes d'attaques des sites situés tout au long de l'axe secondaire Bol-Baga Sola, entraînant des restrictions de mouvements du personnel humanitaire sur cet axe. D'autres alertes ont fait mention de possibles enlèvements des humanitaires dans la province. En conséquence au vide sécuritaire laissé par les FDS partis en renfort dans le Nord et des alertes sur une possible descente du FACT à la province du Lac, plusieurs organisations ont dû suspendre temporairement leurs activités et évacuer leur personnel vers Baga Sola ou N'Djamena. Le départ des FDS et des partenaires humanitaires a aussi amené les déplacés à effectuer des mouvements préventifs pour se mettre à l'abri d'éventuelles attaques. C'est ainsi qu'il a été observé un afflux des déplacés vers les grands sites tels que Fourkoulom et Doum-Doum.

D'autre part, il a été signalé un mouvement de population du site de Diamerom qui s'est retrouvé enclavé à cause de la montée des eaux du Lac, réduisant ainsi l'accès. Certaines personnes se sont déplacées vers le site de Magui et environ 600 personnes se sont installées sur un nouveau site à environ 12 kms à l'est du site de Diamerom. Dès lors, l'accès humanitaire a été très difficile dans les zones insulaires au niveau des sous-préfectures de Kaiga Kindjiria, Ngouboua et le sud de Bol.

Situation humanitaire

L'insécurité, la montée des eaux, et la recherche de l'assistance humanitaire ont été les principaux facteurs qui ont poussé les populations à effectuer des vagues de déplacement en avril-mai. Ces déplacements se sont déroulés dans des conditions extrêmement difficiles exposant les femmes et les enfants aux problèmes de santé et sécurité alimentaire, entre autres. Les sous-préfectures les plus concernées ont été Ngouboua et Kangalam. Les sites Fourkoulom, Doum-Doum, et Malmairi ont accueilli un nombre important de déplacés. Ils sont estimés à plus de 50 000 personnes.

Les réfugiés ne sont pas épargnés par ces mouvements, car le HCR annonce le dépassement de la capacité du camp de Dar Es Salam. Prévu pour abriter 15 000 personnes, il en compte à ce jour plus de 16 000 et le site de transit regorge déjà de réfugiés en attente de transfert au camp.



Décembre 2018, Yakou, Province du Lac, Tchad. L'accès à l'aide est souvent restreint, entre autres, par l'activisme des groupes armés non-étatiques ainsi que la montée des eaux dans la province du Lac. OCHA/Augustin Zusanné

En avril, on a noté une recrudescence des cas de protection comparé au mois de mars : passant de 135 à 149. Le cluster Protection a notifié 87 cas pour la seule période du 27 au 28 avril, commis par les GANE. Les trois principaux types d'incidents énumérés ont été les agressions physiques, les enlèvements et les incendies qui ont causé beaucoup de dommages au sein des ménages. Les zones les plus touchées sont restées les sous-préfectures de Ngouboua, Kaiga Kindjiria, Kangalam. Ce sont aussi les zones concernées par les mouvements de population.

Malgré l'apport du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) en matière de distribution des articles ménagers essentiels (AME), les besoins demeurent importants. La faible capacité de contingence n'a pas favorisé l'assistance souhaitée. C'est dans ce contexte que l'Equipe Humanitaire Pays (EHP) a recommandé d'élaborer un plan opérationnel spécifique au Lac à partir de mars 2021.

Enfin, il faut signaler l'alerte de l'épidémie de choléra au Nigéria : lors de la réunion spéciale d'information du sous-cluster Eau, Hygiène, Agriculture (EHA) tenue le 5 mai, l'épidémie de choléra a été annoncée dans les états nigériens de Kano et Kebbi, proches du Tchad et du Niger. Le pic de la quatorzième semaine a été de 431 cas suspectés, quatre cas confirmés et 13 décès. Il s'agit d'une situation préoccupante étant donné qu'en 2020, 749 cas suspects avaient été enregistrés au total contre 1 065 cas déjà en 2021 dans cette zone frontalière. Les provinces littorales du Tchad, à l'instar du Lac, sont à risque face à cette épidémie au vu des mouvements informels de populations entre les deux pays autour du Lac Tchad.

STATUT DU CLUSTER (23 juin 2021)



Abris – Articles ménagers essentiels

457,7K

Personnes déplacées

17,4K

Déplacés dans les villages d'accueil (new)

Besoins

Les attaques et les représailles orchestrées par les éléments de GANE dans les villages des îles du lac Tchad et les inondations dues à la montée des eaux ont entraîné plusieurs mouvements pendulaires des populations dans la province du Lac en général, et en particulier dans les départements de Mamdi, Fouli et Kaya.

De janvier à mai 2021, au total 3 920 ménages de 17 462 personnes se sont déplacés pour s'installer dans les sites ou dans les villages d'accueil. Fuyant les exactions commises par les GANE et laissant derrière eux tous leurs biens, ces personnes déplacées internes sont dans le besoin d'AME et des abris de protection pour subvenir à leurs besoins fondamentaux.

Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est de 457 797 individus de 101 369 ménages (14ème round DTM). Il convient de souligner que ces PDI, qui vivent par ailleurs dans des conditions de vulnérabilité qui nécessite une assistance, ne peuvent pas retourner, du moins dans l'immédiat, dans leurs milieux d'origine à cause des contraintes sécuritaires.

A cet effet, les PDI des sites où les évaluations des besoins ont eu lieu sont dans le besoin criant d'une assistance en AME et en abris. Un travail sur la matrice de gap a été fait. En termes monétaire, le manquement pour couvrir les besoins en AME et abris sont énormes. De surcroît, le site de Ngorerom a été victime d'un incendie le 23 novembre 2020 qui a fait des dégâts : 350 ménages de 529 individus n'ont jamais été assistés, ni en abris et ni en AME.

Réponse

Le sous-cluster Abris au Lac répond aux besoins des populations victimes de deux types de crises : les déplacements forcés liés aux attaques des GANE et les inondations. La stratégie de réponse est basée sur l'identification de la situation de logement de la population (dans les abris collectifs d'urgence) et sur les normes de vulnérabilité du cluster. Les modalités de réponse comprennent des distributions des kits abris en nature et l'approche de construction des abris d'urgence en matériaux locaux.

1. En collaboration avec l'UNICEF, le HCR a mis à la disposition de la Croix Rouge du Tchad (CRT), des AME du 30 avril au 1er mai 2021. Ainsi, 5 355 kits AME composés majoritairement de pagnes, nattes, gobelet, couvertures, slips ont été distribués aux 317 ménages nouvellement installés au site de Kalindoua.
2. En mai 2021, suite un ciblage de vulnérabilité au site de Kallarom, le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) a procédé à la distribution de 800 kits ainsi que 350 kits au site de Maar.
3. La sous-délégation du HCR à Baga Sola a ordonné, le 31 mars 2021, le déploiement et la distribution des kits AME aux PDI de Kafía. Cette distribution a été conduite par l'équipe de la CRT, sous la coordination du HCR, à destination de 315 ménages de 1 051 individus dans le département de Kaya. Le kit est composé essentiellement des AME. Concrètement, chaque ménage en fonction de sa taille reçoit un kit composé des nattes, des couvertures, des jerricans, et d'ustensiles de cuisine.
4. Le HCR, à travers son partenaire de mise en œuvre (CRT), est en cours de finalisation de la construction de 1 015 abris en matériaux locaux dont 405 à Ngorerom, 305 à Dar el Kheir 1, 203 à Ngourtou Koumboua et 102 à Fourkoulom.

↔ Besoins non couverts

Il faut près de 1,2 million d'euros (soit 1,4 million de dollars américains) pour acquérir 2 212 kits d'urgence et plus de 1,7 million d'euros (2,1 millions de dollars) pour avoir 41 055 kits AME.

STATUT DU CLUSTER (23 juin 2021)



CCCM (Coordination et gestion des sites de déplacés – sites spontanés et villages hôtes)

401,5K

Personnes déplacées internes

30160

Retournés

? Besoins

Environ 95% des mouvements de population dans la province du Lac sont dus aux attaques et incursions orchestrées par les GANE. Comparativement au 13ème round de la DTM, on note une augmentation significative de plus de 16% des déplacés par rapport au 14ème round DTM publié en avril. La province du lac compte 401 541 PDI, 30 160 retournés venus de l'étranger et 26 126 anciens retournés. Sur le plan démographique, les PDI sont composées majoritairement des femmes et des enfants qui nécessitent une assistance continue. En outre, la DTM signale 36 mouvements de 20 000 personnes qui se sont déplacées d'un site à un autre à la recherche des assistances humanitaires notamment vers les grands sites : Fourkoulom et Amma 3. La migration des PDI entre les sites se justifie par la faible capacité des réponses et le manque

des ressources d'où la nécessité de mobiliser des fonds pour répondre aux besoins fondamentaux notamment en abris et AME. À la suite de l'enclavement du site de Diamerom causé par la montée des eaux du lac, 120 ménages d'environ 600 personnes ont été obligés de se déplacer vers le site de Magui, entraînant des nouveaux besoins en AME et en abris.

→ Réponse

1. Organisation des opérations de fixing et enregistrement des PDI des sites de Fourkolom, Malmairi, Doum-Doum, Kafia et Kalindoua pour permettre aux partenaires d'apporter de l'assistance. Malgré un grand nombre de sites à gérer (228 selon le 14ème Round DTM), le sous-cluster CCCM du Lac dispose de cinq gestionnaires et trois administrateurs de sites qui sont déployés à Amma, Ngourtou Koumboua, Fourkolom et les sites situés autour du camp des réfugiés de Dar Es Salam. Le ratio gestionnaire par site est de 43. Or, ceci pose un réel problème sur le plan opérationnel.
2. Dans le cadre de la consolidation du mécanisme de coordination au niveau des sites de PDI, le sous-cluster CCCM a mis en place des comités centraux de gestion des sites dans les départements de Mamdi et Kaya. Au total, 34 comités composés de 10 personnes ont été mis en place : dans 17 sites à Mamdi et dans 17 sites dans le département de Kaya.
3. Une mission conjointe d'évaluation sur la cartographie et sondage sur la consolidation des sites a permis de réaliser 34 profils des sites.
4. Le cluster CCCM a organisé l'opération d'enregistrement des nouvelles vagues de PDI sur le site de Kafia.
5. Pour faciliter la gestion du mouvement de la population, le RRM vient renforcer le Groupe de Travail sur le suivi de mouvement de la population dans le cadre de la gestion des alertes de mouvement de la population.

↔ Besoins non couverts

1. Près de 670 000 euros (\$548 333) requis pour le recrutement de 60 gestionnaires supplémentaires afin de couvrir 43 sites et d'obtenir un ratio d'un gestionnaire pour trois sites.
2. Renforcement de capacités des 34 comités centraux mis en place dans les sites de PDI.

STATUT DU CLUSTER (23 juin 2021)

Eau, hygiène et assainissement

83

Forages requis

8353

Latrines requises

Besoins

En plus de 75 296 PDI de Fourkoulom, Kousseri 1 et 2, Fourkoulom Nord, Malmairi, Diamerom, Amma, Fourkolom (Kousseri nord et Doum-Doum), Ngourtou Koumboua, environ 13 000 personnes (2 600 ménages) du site de Diamerom sont en train d'effectuer un mouvement préventif et s'installent sur un nouveau site nommé Delé Tchilidom, situé non loin de Magui et actuellement sans aucune assistance. Cela augmente une fois de plus les anciens besoins non-couverts et crée un nouveau besoin de 26 forages et 650 latrines.

La communauté humanitaire a reçu l'alerte de l'épidémie de choléra qui sévit au Nigéria. Au total, huit Etats nigériens sont touchés dont deux proches du Lac. Le taux de létalité est de 3% ce qui est très préoccupant. Il va y avoir besoin de fonds pour un plan de contingence dans le secteur Eau, Hygiène, Assainissement (EHA).

➔ Réponse

Eau

Sept nouveaux forages réalisés dont trois dans le département de Mamdi, trois à Kaya et un à Fouli. Sept anciens forages ont été réhabilités dans différents quartiers de Baga Sola.

Assainissement

1. Au total 140 latrines construites dont 30 à Bibi barrage, 50 à Blamah et 60 à Amma.
2. Un ensemble de 140 kits d'entretien latrines a été distribué pour les 140 latrines réalisées. Le kit est composé de : une pelle, un râteau, un seau de 10 litres, un balai, une paire de gants, un cache-nez.
3. Un total de 141 dispositifs de lavage de mains a été installé sur différents sites de PDI : 40 à Kousseri, 20 à Amma, 25 à Diamerom, 49 à Fourkolom et sept à Bibi Barrage.
4. Intensification des séances de sensibilisation sur les thèmes liés à la prévention de l'épidémie de choléra dans tous les sites.

Hygiène/COVID-19 :

Hygiène

1 496 kits d'hygiène ont été distribués dont 219 sur le site de Blamah, 305 à Bibi Barrage, 99 à Kafia village, 411 à Kousseri 1 et 152 à Kousseri 2, 280 à Kafia site. COVID-19

50 327 PDI ont été sensibilisées sur les bonnes pratiques à l'hygiène et sur les mesures barrières et la prévention de la COVID-19.

↔ Besoins non couverts

Eau

Sur les 25 sites évalués, le gap est de 83 forages soit une valeur de 267 millions XAF.

En assainissement

Le gap en latrines reste presque entier dans tous les sites nouvellement évalués. Sur les 19 sites évalués, il y a un besoin de 8 353 latrines d'urgence soit une valeur monétaire de 835 300 000 XAF et 6 600 000 XAF pour les dispositifs de lavage de mains.

Hygiène

Un besoin de sensibilisation sur les bonnes pratiques à l'hygiène et les mesures barrière contre la COVID-19 équivalant à 75 296 000 XAF.

Besoins non-couverts

Identification des bénéficiaires pour la construction de 1 000 latrines sur les sites de Fourkoulom, Kousseri et Koudou-Kole

Identification des sites d'implémentation de 15 nouveaux forages

STATUT DU CLUSTER (23 juin 2021)



Education

25K

Enfants dans le besoin d'éducation

2500

Enfants jamais inscrits à l'école

Besoins

Besoins : Les attaques récurrentes des GANE dans la province du Lac créent des mouvements incessants de la population occasionnant des perturbations dans la scolarisation des enfants. Cette situation accentue la pression sur les infrastructures scolaires déjà précaires. On estime à environ 25 000 le nombre d'enfants dans le besoin d'éducation. Bien que le programme pluriannuel du secteur couvre une partie des besoins éducatifs, les besoins occasionnés par les déplacements de population en 2020 et 2021 restent non couverts. Ce programme a pour objectif l'amélioration de l'offre éducative (fournitures et manuels scolaires, kits pédagogiques des enseignants) et de la demande (formation des enseignants en didactique de disciplines) et le renforcement des cadres en gouvernance scolaire.

La plupart des nouveaux sites d'installation des personnes déplacées n'a pas d'école fonctionnelle et les capacités d'accueil des écoles communautaires existantes sont très limitées. Des salles de classes supplémentaires, des enseignants, des mobiliers, manuels et fournitures scolaires sont nécessaires pour donner accès à une éducation d'urgence aux enfants dans le besoin.

Près de 2 500 enfants âgés de 12 à 17 ans n'ayant jamais été inscrits à l'école requiert aussi une attention en termes d'accompagnement psychosocial et d'éducation dans les compétences de vie courante. Le déplacement des populations installées sur le site de Diamerom vers le canton Magui créera de nouveaux besoins éducatifs qu'il faut considérer.

Réponse

Dans le cadre d'appui à la délégation de l'Education du Lac à répondre aux besoins éducatifs des enfants affectés par la crise du bassin du lac Tchad, l'UNICEF, en partenariat avec ECHO, a mis, les fournitures et les sacs à écoliers à la disposition de la délégation de l'éducation. Ces kits scolaires ont été distribués dans 12 écoles sur les 13 ciblées par le financement ECHO-UNICEF, l'école de Diamerom n'étant pas accessible à cause de la montée des eaux et l'insécurité dans la zone. Au total, 8 727 élèves dont 4 248 filles ont bénéficié des kits scolaires entre le 19 et le 30 avril 2021.

Du 15 au 26 avril 2021, en partenariat avec le comité français, l'UNICEF et la délégation de l'éducation du Lac ont organisé la formation de 171 enseignants venus des écoles coraniques rénovées et ceux encadrant les enfants mouhadjirines. Ces enseignants encadrent 2 831 élèves dont 232 filles. L'objectif de la formation est de renforcer les capacités des maîtres coraniques/animateurs et artisans de Centre d'Etude de Base Non Formel (CEBNF) en vue d'améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages des écoles et centres coraniques de la province du Lac affectées par la crise humanitaire ;

Formation par COOPI des enseignants sur le thème : prévention et contrôle des infections COVID-19 et points focaux sur les mécanismes de référencement et contre référencement du 2 au 3 avril 2021 ;

Don des kits de premiers soins dans les écoles ;

Campagne de distribution des manuels scolaires et guides pédagogiques en cours dans toutes les écoles de la province du Lac : 99 598 élèves dont 44 586 filles sont concernées par la distribution de 204 970 manuels scolaires et guides pédagogiques de niveau Cours élémentaires et Cours moyens dans les disciplines essentielles : lecture, mathématiques et sciences.

↔ **Besoins non couverts**

- 163 salles de classes temporaires, 178 enseignants, 316 latrines et 29 forages Pompe à Motricité Humaine (PMH).
- Problème d'accès humanitaire lié à l'insécurité dans certaines zones,
- Capacité limitée des services étatiques
- Financement limité des besoins éducatifs identifiés.

STATUT DU CLUSTER (23 juin 2021)



Santé

Besoins

Les besoins principaux concernent l'accessibilité des soins de santé aux bénéficiaires et le renforcement des dispositifs de prévention contre le COVID-19. Actuellement, le centre de confinement de Daboua connaît de plus en plus de difficultés de fonctionnement. Les passagers le contournent pour passer par le Kanem où aucun mécanisme n'est mis en place ce qui constitue un risque de contamination des populations sur tout le territoire national. Par ailleurs, dans le cadre de la surveillance épidémiologique, aucun partenaire n'a été trouvé à ce jour pour appuyer les autorités au niveau de l'entrée de Kinasserom, frontalier avec le Cameroun.

Réponse

- Implémentation de l'approche « la Prise en charge communautaire » du paludisme, la diarrhée et les Infections Respiratoires Aigües par 25 agents de santé communautaire dans le district sanitaire de Liwa.
- Formation de 30 enseignants (cinq femmes et 25 hommes) de la zone d'intervention du projet ADELAC sur les mesures préventives COVID-19 afin de lutter efficacement contre la pandémie à Bol.
- Mise en place de 14 caisses d'urgence pour les premiers soins dans les 14 écoles cibles du projet.
- Construction de l'unité de pédiatrie au niveau de l'hôpital de Liwa

- Formation de 15 prestataires de soins (10 infirmiers et 5 sages-femmes) comme formateurs des Agent de Santé Communautaire (ASC) sur les soins essentiels communautaires
- Organisation de la réunion d'analyse et de validation des données du mois d'avril 2021 des centres de santé du district sanitaire de Liwa.
- Formation de 20 facilitatrices Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) des zones de responsabilité de Guim, Berlet, Nguelemie et Ngourtoula sur la deuxième session ANJE à Liwa par un médecin traitant et trois officiers ANJE
- Formation de 23 prestataires de soins (11 femmes et 12 hommes) du district sanitaire de Bol sur la planification familiale et soins après avortement.
- Prise en charge de 6 083 personnes en consultation curative, 545 enfants de moins de 5 ans pour la MAS, 524 enfants de moins de 12 mois ont été complètement vaccinés contre la poliomyélite, tuberculose, diphtérie, tétanos, coqueluche, pneumonie à pneumocoque, méningite, rougeole, fièvre jaune, 310 nouvelle acceptante de Planning Familial, 289 accouchements à travers les structures de santé soutenues par l'ONG IRC, la clinique mobile et les sites de prise en charge intégrée de la maladie de l'enfant par la communauté (ICCM)
- 813 consultations par la clinique mobile dont 52 nouveaux cas de MAS, 218 cas de vaccination d'enfants de moins de 5 ans contre la poliomyélite, diphtérie, tétanos, coqueluche, pneumonie à pneumocoque, méningite, rougeole et 77 cas de consultations prénatales chez les femmes enceintes, ceci sur les sites de Fourkoulom et Malmairi et les villages de Morongoi et Yola
- Don du matériel de protection individuelle aux structures de santé (Kalia, Koukime, Ndjoudou, Ngouboua, Tchoukoutalia, Baga Sola urbain) et l'hôpital de district de Baga Sola) : 14 500 masques médicaux, 8 500 paires de gants, 450 flacons de gels hydro alcooliques, 36 cartons de 80 boules de savons chacun et 100 blouses blanches
- Formation de renforcement des capacités auprès de 26 personnels de huit structures de santé (Bibi, Nguelea, Kalia, Ndjoudou, Koukime, Ngouboua, Tchoukoutalia et Baga Sola urbain) sur les protocoles de prise en charge des pathologies de l'enfance
- Mise en place de la porte d'entrée de Daboua avec l'appui de IRC
- Prise en charge des 49 cas de COVID-19 dans le centre de prise en charge à Bol et à domicile à Baga Sola et Bol
- Distribution de kits d'hygiène et de matériels de protection individuelle dans tous les centres de santé du Lac (même si insuffisants)
- Renforcements du dispositif de prévention COVID-19 dans le site de Daboua à travers la construction de trois latrines d'urgences au site de confinement, de quatre hangars d'isolement pour les cas suspects, ainsi que la prise en charge de la restauration des voyageurs, le recrutement du personnel d'appui pour le site (deux Infirmiers Diplômés d'Etat et une cuisinière) et la mise à la disposition des matériels de lutte contre le COVID-19 (dispositif de lavage des mains, thermoflash, cache-nez, équipements de protection individuelle (EPI) complets, gel hydroalcoolique, de savon, des gants etc)

↔ Besoins non couverts

- Equipements de protection individuelle (EPI) dans les centres de santé fonctionnels
- Activités de communication et sensibilisation sur les mesures barrières
- Intégration de la surveillance COVID-19 à la Surveillance Intégrée de la Maladie et de la Riposte (SMIR)

- Réunion trimestrielle d'harmonisation et validation des données de santé et nutrition
- Réunion mensuelle de sensibilisation COVID-19 et autres maladies SMIR
- Reprographie des outils de surveillance et Programme Elargi de Vaccination
- A Daboua : ravitaillement en eau potable, insuffisance en AME, absence d'immobilier
- Les ruptures intempestives en intrants nutrition minent les activités.
- L'insuffisance des EPI mis à disposition par le ministère
- Non-réception régulière des données de la porte d'entrée de Daboua à cause de l'insécurité et de l'absence de réseau téléphonique
- Non-respect des mesures barrières à tous les niveaux (population et agents de santé)
- Cliniques mobiles sur six nouveaux sites (Kokolom, Koudou-Kole, Ngororom site, Medi boudoumari, Maar, Ngourtou Koumboua) par l'ONG Concern Worldwide (CWW)
- Lancement de la construction du poste de santé de Fourkoulom
- Appui en ressources humaines à six structures de santé (Kalia, Ngouboua, Tchoukoutalia, Koukime, Ndjoudou, Nguelea, Bibi)
- Identification des besoins pour la réhabilitation du centre de santé de Bibi
- Implémentation des jardins potagers à Ngouboua pour 40 ménages bénéficiaires
- Formation de recyclage des relais communautaires et reprise des dépistages à Ngouboua
- Organisation de la supervision formative au centre de santé de Ngouboua
- Formation des ECD de Délégation Sanitaire Provinciale et District de Santé en DQS-DVDMT (Data Qualities Self-assessment - District Vaccine Data Management Tools) et Supervision monitoring par IRC,
- Commandes des médicaments en cours par l'ONG Action contre la faim (ACF)
- Appui en ressources humaines

STATUT DU CLUSTER (23 juin 2021)



Nutrition

45K

Nouveaux cas de MAS attendus



Besoins

44 971 nouveaux cas de malnutrition aigüe sévère (MAS) sont attendus (27 432 garçons et 17 538 filles) dans la province du Lac en 2021 selon le sous-cluster santé-nutrition. Les attaques récurrentes par les GANE et la tension politico-militaire ont été des incidents majeurs de la période occasionnant ainsi des déplacements de population dans la province. Ces déplacements ont créé de nouveaux besoins en termes d'assistance médicale qui viennent s'ajouter aux besoins existants : faible accessibilité aux services de soins, réponse à la COVID-19, gestion de l'épidémie de rougeole, malnutrition et insuffisance dans la gouvernance locale des structures sanitaires.

➔ Réponse

- De janvier à avril 2021, 13 600 cas de MAS ont été admis et traités dans les unités nutritionnelles dont 8 296 garçons et 5 304 filles, soit 30% des prévisions.

- Au mois d'avril, 5 329 nouveaux cas d'enfants de 6-59 mois atteints de malnutrition aiguë modérée (MAM) ont été admis dans les Unités nutritionnelles supplémentaires (UNS) et Foyers d'apprentissage, de réhabilitation nutritionnelle et d'éveil (FARNE). Au cours de la même période, 1 290 enfants sont sortis guéris de la MAM. De janvier à avril 2021, quelque 5 839 nouveaux cas d'enfants âgés de 6 à 59 mois atteints de la MAM ont été admis dans les UNS ou dans les FARNE dans la province du Lac. Ces activités sont réalisées entre le PAM et ses partenaires de mise en œuvre.

- Réhabilitation de hangar de nutrition dans les centres de santé de Nguelemie, Berlet, Kiskawa et Goum.

- Construction d'un bâtiment de trois pièces servant de maternité, pharmacie et salle de consultation curative

- Dans le cadre des activités mené par CWW, 3 952 enfants ont été dépistés au niveau communautaire dans les aires de santé de Kalia, Ndjoudou et Koukime dont 210 cas de MAM et 47 cas de MAS

- 47 707 personnes (10 882 hommes, 15 737 femmes et 21 088 enfants) ont été sensibilisées dans les districts sanitaires de Baga Sola et Bol dans le cadre de la lutte contre le COVID-19.

- L'ONG ACF a effectué une évaluation des centres de Baga Sola et Bol pour identifier et analyser l'offre de soins à travers une analyse basée sur les cinq piliers du système de santé (prestation de services, ressources humaines, approvisionnement, système d'information, gouvernance).

Identification de la disponibilité des outils (fiches, registres) et du matériel anthropométrique nécessaires pour la prévention et la prise en charge de la malnutrition grâce aux outils de mesure MUAC, Toise et balance.

L'appui en personnel additionnel dans les centres et le recrutement d'animateurs communautaires.

La signature de la convention d'accord avec la délégation sanitaire, la qualité et le nombre de personnel additionnel stabilisés.

ACF appuie techniquement les UNT et UNA pour des services de soins essentiels aux enfants et aux femmes souffrant de malnutrition.

↔ Besoins non couverts

- Réhabilitation de l'UNT

- Activités communautaires : EHA, SMPS (Santé Mentale et Pratique de Soins) et SDSR (Santé et Droits Sexuels et Reproductifs)

- Les districts sanitaires de Isseïrom et de Kouloudia sont couverts uniquement par le Foyers d'Apprentissage, de Réhabilitation Nutritionnelle et d'Eveil -FARNE au niveau communautaire. Les centres de santé cependant ne sont pas couverts par les UNS par insuffisance de ressources.

STATUT DU CLUSTER (23 juin 2021)



Protection et services communautaires

Incidents de protection en avril 2021

Besoins

Le cluster Protection a déploré le déploiement des forces de défense et de sécurité (FDS) du Lac au combat dans la province du Kanem, renforçant le contexte fragile de la province du Lac. Ce déploiement a conduit à un accès limité des interventions, à la réduction du personnel humanitaire, renforçant la vulnérabilité des populations et exposant les populations déplacées et hôtes à des risques accrus de protection, comme le risque élevé de meurtres, d'enlèvement, de détresse psychologique, de pillage, de destruction de biens, de traite humaine, d'exploitation et d'abus, de violences basées sur le genre (VBG), de séparation familiale.

- 46% des incidents de protection du mois d'avril (sur un total de 149) ont été documentés durant l'attaque du village de Litri (situé dans la sous-préfecture de Ngouboua), attaque constituant une violation du caractère civil et humanitaire des sites et villages d'accueil. Il s'agit de 61 cas d'agressions physiques, 27 cas d'enlèvements et 24 cas d'incendie.
- La recrudescence des violences basées sur le genre, y compris les enlèvements des femmes et des filles à des fins sexuelles et d'exploitation (16 cas d'enlèvements dans la période du 15 au 21 mai), la réticence de la population à dénoncer des cas de VBG, surtout le viol et le mariage forcé et précoce (24 cas de viols et mariages forcés à Ngouboua et Djaoune), mettent à mal l'intégrité et le bien-être des femmes et des filles et leur participation aux prises de décisions les concernant. La préoccupation du cluster Protection demeure pour les cas de VBG dans lesquelles les FDS sont citées parmi les auteurs. (Dashboard cluster Protection mars – avril 2021).
- Une autre situation préoccupante est celle des enfants pris pour cible dans le conflit armé du bassin du lac Tchad et qui subissent de graves violations de leurs droits : recrutement et utilisation d'enfants, meurtres et mutilations, enlèvements, viols et autres formes de violence sexuelles.
- La nécessité de la mise en place d'un groupe de travail P21 dans le Lac incluant les moniteurs et les leads des domaines de responsabilités VBG et protection de l'enfant, à l'image du groupe de travail P21 mis en place par le bureau sous-régional dans le cadre de monitoring de protection dans les pays Tchad, Niger, Nigeria, Mali, Burkina Faso.
- Les sensibilisations sur les risques liés aux engins explosifs et mines terrestres demeure une préoccupation majeure face à la prolifération des restes d'engins explosifs (REG) et/ou improvisés faisant souvent des victimes et rendant difficile l'accès des humanitaires aux populations touchées. Il faut également ajouter la prise en charge des enfants victimes.

- Afin de pallier le recrutement renouvelé d'enfants dans les groupes armés, le programme de réinsertion socio-économique des ex-enfants associés aux forces et groupes armés réunifiés à leurs familles doit être renforcé à travers des formations professionnelles prenant en compte les réalités de la province.

➔ Réponse

- Le monitoring de protection a été renforcé à travers la formation des superviseurs et moniteurs de protection du 25-26 mai à Baga Sola. L'objectif étant d'améliorer la compréhension des corrélations entre l'environnement de protection et les risques auxquels la population peut être confrontée au niveau collectif et individuel.
- La situation sécuritaire dans la province du Lac demeure encore très fragile, caractérisée par des attaques du GANE contre les civils et leurs biens. Ce qui a pour effet une militarisation accrue de la zone qui a produit l'effet inverse avec une prolifération des incidents de protection. Comme réponse à cette situation, une analyse des risques de protection comprenant une phase des collectes de données auprès des partenaires et des personnes déplacées elles-mêmes est en cours. A moyen terme, le cluster protection envisage un renforcement des capacités des éléments des FDS nouvellement affectés dans la zone portant sur les instruments juridiques nationaux et internationaux de protection des civils dans l'exercice de leurs fonctions.
- La dotation en téléphones des communautés à travers les mécanismes d'alerte rapide permet de renseigner rapidement les informations liées aux cas d'enlèvements. En complément à cette initiative, le cluster envisage de mener une forte action de plaidoyer auprès des autorités pour leur implication comme acteurs de prévention et de réponse et d'adapter les messages clés pour une vaste campagne de sensibilisation communautaire. Des messages clés de sensibilisation sont à développer, ainsi qu'une synergie avec UNDSS.
- La surveillance sur les graves violations des droits de l'enfant dans la province du Lac a été renforcée à travers le renforcement des capacités des superviseurs et moniteurs de protection (lors de la formation qui a eu lieu du 25 au 26 mai 2021) sur les six graves violations des droits de l'enfant ainsi que les deux problématiques préoccupantes définies par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Il est prévu une réunion des chefs d'agences pour la nomination des points focaux dans le cadre du monitoring de ces graves violations susmentionnées.

↔ Besoins non couverts

Les sensibilisations sur les risques liés aux engins explosifs et mines terrestres demeure une préoccupation majeure face à la prolifération des restes des engins explosifs (REG) et/ou improvisés faisant souvent des victimes et rendant difficile l'accès des humanitaires aux populations touchées. Il faut également ajouter la prise en charge des enfants victimes.

La fonctionnalité des services communautaires à évaluer pour relever les gaps et pour améliorer la capacité des communautés affectées. L'implication de tous les acteurs du Lac pour le renseignement de la matrice d'analyse des risques de protection.

- Le développement d'une stratégie pour le maintien du caractère civil et humanitaire des sites des déplacés et villages de la province du Lac suivi d'un plaidoyer pour la mise en œuvre de la stratégie.
- La prise en charge juridique et judiciaire des violations des droits humains y compris ceux commis par les FDS. Le besoin de document d'état civil demeure toujours un immense gap au Lac. La mise en place d'un groupe de travail P21 dans le Lac incluant les moniteurs et les leads des domaines de responsabilités VBG et protection de l'enfant pour un suivi des cas documentés afin d'apporter une réponse dans un délai raisonnable. La sensibilisation des FDS sur leur rôle et responsabilité en matière de protection des civils (droits, VBG, protection des enfants)

- La réticence des populations affectées à la dénonciation des cas et surtout à la saisine des institutions judiciaires pour la prise en charge juridique et judiciaire des cas de violences basées sur le genre et de toute autre violation des droits humains.
- La fonctionnalité des services communautaires à évaluer pour relever les manquements et pour améliorer la capacité des communautés affectées.

STATUT DU CLUSTER (23 juin 2021)



Sécurité alimentaire / Moyens d'existence

160K

Personnes en insécurité alimentaire sévère

196K

Déplacés n'ayant pas reçu d'assistance

Besoins

- Selon le rapport de mouvement de population publié en mars 2021 par l'OIM, 401 511 personnes sont déplacées et nécessitent une prise en charge alimentaire ;
- Un besoin en assistance alimentaire saisonnière est requis pour 160 108 personnes classées dans les phases 3 à 5 du Cadre Harmonisé de mars 2021 ;
- Les besoins en appui des moyens d'existence attendus pour les personnes en phases 2 à 5 sont estimés à 58 217 ménages.

Réponse

Distributions des vivres

Le PAM avec ses partenaires de mise en œuvre (ACTED, Bureau Consulting International BCI et Intersos) a distribué des vivres à 138 847 personnes déplacées dans les départements de Mamdi, Kaya et Fouli, soit 3 681 tonnes de vivres distribués couvrant la période de mars à avril 2021.

Distribution du cash

- Le PAM et ses partenaires de mise en œuvre (Initiative Humanitaire pour le Développement Local IHDL, CRT et ACTED) ont effectué des transferts monétaires dans les départements de Mamdi et Kaya à 59 984 personnes pour un montant de 9 000 XAF par personne soit un montant total de 433 086 921 XAF
- Distribution du cash inconditionnel par la cellule des filets sociaux (CFS) à 972 ménages (962 femmes et 10 hommes) d'un montant trimestriel de 43 740 000 XAF (45 000 XAF/mois/ménage) dans les départements de Kaya et Fouli ;
- Distribution de 33 750 000 XAF à 450 travailleurs (149 hommes et 301 femmes) de Cash For Work par l'ONG Oxfam via le partenaire financier Express union en présence du Comité Départemental d'Action (CDA) et Comité Local d'Action (CLA) dans Daboua et Baga Sola des départements de Kaya et Fouli;

- Une rencontre de travail organisée par l'ONG IRC pour la révision (du montant de cash à double wallet s'est déroulée avec le District Sanitaire de Liwa dans le département de Fouli : 40 000 XAF dont 30 000 XAF pour la ration alimentaire et 10 000 XAF pour les frais de santé revus à 35 000 XAF dont 30 000 XAF pour la ration alimentaire et 5 000 XAF pour les frais de santé par bénéficiaire ;
- Finalisation du processus d'identification de 600 ménages bénéficiaires du cash à double wallet sur le projet SIDA-ES170 dans quatre centres de santé (Liwa Urbain, Kiskra, Kiskawa et Tataverom) dans le département de Fouli. Ces bénéficiaires sont des ménages vivants avec des maladies chroniques dont le processus d'identification a été réalisée grâce à l'appui des responsables de centres de santé et de la clinique mobile IRC.

Moyens d'existence

- Appui en kits Activités Génératrices de Revenus (AGR) à 200 ménages par ACF dans le cadre du projet TO-UP ECHO (A1Z) dans sept localités : Ngorérom (35), Ngourtoukouboua (16), Méléa (30), Méléadjourou (05), Kokolom (25), Kalindoua (20) Fourkolom (69) des départements de Kaya et Fouli;
- Formation de trois groupements Association Villageoise d'épargne et de Crédit (AVEC) composés de 71 femmes sur les techniques de gestion de la caisse par ACF dans trois sites : Fourkoulom, Méléadjourou, Ngourtoukouboua des départements de Fouli et Mamdi;
- Réalisation de suivi de proximité auprès de 408 bénéficiaires de cash inconditionnel par ACF dans huit localités : Ngorérom, Ngourtoukouboua, Méléa, Méléadjourou, Kokolom site et village, Kalindoua, Fourkoulom dans les départements de Kaya et Mamdi.
- Formation sur la technique de gestion de caisse communautaire auprès de 75 femmes membres de trois groupements AVEC par ACF dans le département de Kaya ;
- Appui en plante fruitière pour le développement de l'arboriculture à deux groupements de 50 personnes (30 hommes et 20 femmes) par ACF dans le département de Mamdi ;
- Réalisation du suivi des jardins potagers auprès de 66 ménages (31 ménages conduits par les hommes et 35 ménages par les femmes) par l'ONG Concern dans le site de Ngouboua dans le département de de Kaya ;
- Distribution du cash grant pour appui aux activités génératrices de revenus à 24 ménages dans le site de Toumkadra dans le département de Fouli;
- Appui à 9 381 ménages pour vaccination de leurs bétails qui s'élèvent à 436 560 têtes dans toute la province du Lac ;
- Distribution de tourteaux à 300 ménages (226 ménages conduits par les hommes et 76 par les femmes) éleveurs par le Secours Catholique et Développement (SECADEV) pour le renforcement de l'alimentation du bétail dans trois localités des départements de Mamdi, Kaya et Fouli ;
- Suivi des cultures maraichères auprès de 400 producteurs (93 hommes, 307 femmes) par SECADEV dans deux localités des départements de Mamdi et Kaya ;
- Suivi des activités des coopératives agro-économiques auprès de 22 groupements par SECADEV dans la ville de Bol dans le Mamdi ;
- Formation en techniques de conduite d'élevage des petits ruminants à 40 ménages par SECADEV dans deux sites des départements de Kaya et Fouli ;

- Suivi de stock céréalier (maïs) dans six magasins communautaires par SECADEV dans les départements Fouli (02) et Kaya (04) ;
- Identification de 245 acteurs (156 hommes et 89 femmes) à connecter aux bénéficiaires des chaînes de valeur par l'ONG CARE International dans six sites : Baga Sola, Ngueléa, Broumbia, Ngoudorom, Bibi Koura, Bibi Tchiarkourati dans le département de Kaya ;
- Lancement du chantier de construction des infrastructures des chaînes de valeur pour la transformation et la conservation du gombo et du maïs pour quatre groupements par CARE dans deux sites (Baga Sola, Bibi Koura) dans les départements de Kaya et Mamdi ;
- Formation de 65 membres du Comité départemental d'action du Gouvernement sur l'intégration du genre par CARE dans les villes de Bol et Baga Sola dans les départements de Kaya et Mamdi pour les actions de développement ;
- Formation sur le leadership à 86 bénéficiaires des groupements d'AVEC (huit hommes et 78 femmes) par CARE dans cinq sites et villages (Brim, Touï, Broumbia, Ndjoudou Koura) dans les départements de Kaya et Mamdi ;
- Formation de 135 femmes sur les techniques innovantes pour la mise en place des champs école par CARE dans cinq sites et villages (Birim, Touï, Broumbia, Ndjoudou Koura) dans les départements de Mamdi et Kaya) ;
- Formation de 200 producteurs maraîchers (27 hommes et 173 femmes) sur les techniques d'entretien des cultures de contre-saison chaude par Oxfam dans deux sites (Fourkolom et Malmairi) dans le département de Kaya ;
- Formation de 800 bénéficiaires (569 hommes et 231 femmes) du cash grant sur les techniques de conduite des AGR par Oxfam avec la collaboration de la délégation de l'action sociale dans les zones de Daboua, Kiskawa et Baga Sola dans les départements de Kaya et Fouli ;
- Cérémonie de remise officielle de trois puits pastoraux dans les trois sites de Loudjia, Moundi et Feredjibi et mise en place de trois comités de gestion composés de 27 membres (18 hommes et neuf femmes) des puits pastoraux formés sur leurs rôles et responsabilités par Oxfam avec la collaboration des autorités administratives et des agents du secteur d'élevage de Fouli ;
- Distribution de 1 083 petits ruminants au profit de 361 ménages vulnérables (89 hommes et 272 femmes) pour la reconstitution du cheptel par Oxfam dans quatre sites (Djaléa (50), Toukoul (50), Chebrey (83), Forkolom (178)) avec l'implication des techniciens du secteur de l'élevage et des représentants des structures de suivi de vulnérabilité (CDA et CLA) de Kaya, Fouli, Liwa, Daboua et Baga Sola dans les départements de Fouli et Kaya ;
- Formation de 165 producteurs (91 hommes et 74 femmes) sur la lutte biologique, suivi du cycle agricole et suivi des rendements des différentes cultures ainsi qu'à la gestion des récoltes par Intersos avec l'appui de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) dans les départements de Kaya et Mamdi ;
- Formation de 130 hommes membres des groupements des pêcheurs sur les techniques appropriées de construction et maintenance de la pirogue par Intersos, avec l'appui de la délégation de l'environnement, de l'eau et de la pêche dans les départements de Mamdi et Kaya ;
- Validation conjointe d'Intersos et de la délégation de l'Environnement et du secteur de la pêche du dossier d'acquisition des kits pour la fabrication de pirogues en bois, kits de pêche et kits d'unités de transformation du poisson (AGR) dans les départements de Mamdi et Fouli;

- Sensibilisation de 630 membres (315 hommes et 315 femmes) des groupements des pêcheurs et AGR sur le respect de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, et sur les mesures barrières COVID-19 par Intersos dans les départements de Mamdi et Kaya ;
- Don auprès de trois écoles (Melea, Al Nouha Arabe et Al Houda) de matériels pour les activités de jardins scolaires maraichers par IRC avec la présence de l'Inspection de l'Education Primaire et le service technique de l'ANADER de Bol dans le département de Mamdi ;
- Don de kits de fonctionnement aux 34 groupements des AVEC par IRC dans 10 sites (Aliga, Chebrey, Haoura, Keiga, Liwa Urbain, Djaouné, Taboua, Tataverom, Keiga) du département de Fouli ;
- Appui en fonds de roulement à 18 groupements d'AVEC sur le projet ECHO améliorer l'état de santé/nutrition et augmenter l'accès à la réponse de prévention des violences basées sur le genre des populations au Tchad » pour un montant estimé à 450 000 XAF par IRC dans quatre sites (Djaouné, Taboua, Tataverom, Keiga) dans le département de Fouli ;
- Suivi des activités des membres des groupements AVEC des projets ECHO et Sweden international développement agency (SIDA) sur la première réunion d'achat de la part des membres ;
- Formation sur les techniques innovantes de cultures maraichères auprès de 60 femmes bénéficiaires dans le site de Kadoulou par IRC avec l'appui de l'ANADER dans le département de Fouli ;
- Don de matériels et semences (matériels composés de 20 arrosoirs, 8 pioches, 10 dabas, 10 pelles, 8 râpeaux, 3 brouettes, 20 gants, 20 bottes) à 60 productrices maraichères.
- Finalisation de la construction de tous les ouvrages par IRC sur le site maraicher de Kadoulou dans le département de Fouli : clôture de 0,5 ha du site maraicher avec du grillage, réalisation du forage PMH positif, équipée de panneaux solaires, aménagement de système d'irrigation californien ;
- Réalisation du suivi mensuel des bénéficiaires AGR auprès de 53 bénéficiaires dont 30 bénéficiaires du projet ECHO et 23 du projet OFDA par IRC dans neuf sites dans le département de Fouli ;
- Poursuite des activités de développement de la Petite Enfance (football, jeux de construction, danse traditionnelle et jeu avec des poupées pour les filles) pour 212 bénéficiaires dont 102 garçons et 100 filles par IRC dans quatre sites (Kadoulou, Abourom, Salia et Keiga) dans le département de Fouli.

↔ Besoins non couverts

- Les terres de polder et ouadis nécessitent un aménagement hydroagricole pour une maîtrise totale d'eau de surface au profit des plus vulnérables afin d'augmenter la production de contre-saison froide et chaude ;
- Environ 196 848 personnes déplacées ne reçoivent pas d'assistance alimentaire en cette période de mars à mai sur les 401 511 déplacés prévus ;
- 51 000 personnes qui se sont installées entre août 2020 et fin avril 2021 n'ont pas reçu d'assistance alimentaire sur les sites de Fourkoulom, Malmaïri et Doumdoum ;
- Des manquements importants sont enregistrés pour l'appui aux moyens d'existence agropastoraux et halieutiques et constituent un défi pour l'année 2021 pour limiter la quasi-dépendance des ménages à l'assistance alimentaire.



OCHA

CHAD

Rapport de situation

Dernière mise à jour: 23 juin 2021

OCHA coordonne la réponse humanitaire sur le plan mondial afin de sauver des vies et protéger les personnes dans des situations de crise humanitaire.

<https://www.unocha.org/chad>

<https://reliefweb.int/country/tcd>

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad>

[À propos](#)

[Conditions d'utilisation](#)

[Règle de confidentialité](#)

[Droits d'auteur](#)

